

## Le Répertoire National des Certifications Professionnelles (RNCP)

Résumé descriptif de la certification **Code RNCP : 29919**

### Intitulé

L'accès à la certification n'est plus possible (La certification existe désormais sous une autre forme (voir cadre "pour plus d'information"))

MASTER : MASTER Domaine : Droit-Economie-Gestion Mention : Droit Social

AUTORITÉ RESPONSABLE DE LA CERTIFICATION	QUALITÉ DU(ES) SIGNATAIRE(S) DE LA CERTIFICATION
Université de Nantes	Président de l'université de Nantes

### Niveau et/ou domaine d'activité

**I (Nomenclature de 1969)**

**7 (Nomenclature Europe)**

**Convention(s) :**

**Code(s) NSF :**

120 Spécialités pluridisciplinaires, sciences humaines et droit, 128g Droit fiscal ; Droit des affaires ; Droit pénal ; Droit de l'environnement ; Droit de la santé ; Droit de la sécurité et de la défense ; Droit du transport etc, 315 Ressources humaines, gestion du personnel, gestion de l'emploi

**Formacode(s) :**

### Résumé du référentiel d'emploi ou éléments de compétence acquis

Le titulaire du diplôme est en mesure, selon la structure et le secteur d'activité, de mener les activités suivantes :

- Analyser une situation juridique
- Rédiger une consultation, des actes juridiques
- Conseiller des clients, des dirigeants d'entreprise, des salariés, des institutions publiques ou privées
- Appliquer et faire appliquer le droit
- Rédiger des actes juridiques
- Participer à la stratégie générale de l'entreprise
  - Évaluer les incidences sociales et fiscales d'une décision juridique (cotisations sociales notamment)
  - Analyser sous l'angle de l'ensemble des branches du droit les aspects juridiques d'une question
  - Analyser et commenter un texte normatif (Loi, Règlement, Directive, sources internationales)
  - Évaluer les risques juridiques d'une situation donnée
  - Hiérarchiser et articuler entre elles les normes internationales et nationales, les sources conventionnelles et contractuelles d'obligations ainsi que les autres sources professionnelles
  - Analyser et commenter une décision de justice (Cour de cassation, Conseil d'État, CJUE)
  - Rédiger un mémoire de recherche et d'analyse juridique
  - Rédiger un contrat, convention ou accord collectif de travail
  - Rechercher, collecter des informations en utilisant l'informatique juridique (base de données notamment)
  - Contextualiser une réforme législative dans son cadre historique (cadre historique du droit du travail et de la protection sociale)
  - Collecter l'information juridique (toutes sources du droit)
  - Conduire une analyse réflexive et distanciée prenant en compte les enjeux, les problématiques et la complexité d'une demande ou d'une situation afin de proposer des solutions adaptées et/ou innovantes
  - Conduire un projet (conception, pilotage, coordination d'équipe, mise en œuvre et gestion, évaluation, diffusion) pouvant mobiliser des compétences pluridisciplinaires dans un cadre collaboratif
  - Identifier, sélectionner et analyser avec esprit critique diverses ressources spécialisées pour documenter un sujet et synthétiser ces données en vue de leur exploitation
  - Actualiser ses connaissances par une veille dans son domaine, en relation avec l'état de la recherche et l'évolution de la réglementation
  - Évaluer et s'autoévaluer dans une démarche qualité
  - S'adapter à différents contextes socio-professionnels et interculturels, nationaux et internationaux
  - Rédiger des cahiers des charges, des rapports, des synthèses et des bilans,
  - Communiquer par oral et par écrit, de façon claire et non-ambiguë, en français et dans au moins une langue étrangère, et dans un registre adapté à un public de spécialistes ou de non-spécialistes
  - Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information de manière adaptée ainsi que pour collaborer en interne et en externe

### Secteurs d'activité ou types d'emplois accessibles par le détenteur de ce diplôme, ce titre ou ce certificat

70 - Activités des sièges sociaux ; conseil de gestion

78 - Activités liées à l'emploi

94 - Activités des organisations associatives

**Types d'emplois :**

juriste en droit social et/ou en droit de la protection sociale

avocat en droit social (sous réserve d'obtention du CAPA) ou conseil en droit social  
 consultant en droit social et ressources humaines  
 juriste au sein d'un service « Ressources humaines »  
 métiers juridiques de la banque et des assurances (ex : juriste « Épargne salariale-OPCVM », juriste en assurances de personnes)  
 cadre dans un organisme de protection sociale  
 responsable du service contentieux d'un organisme de protection sociale  
 responsable du service « social » dans un cabinet d'expertise comptable  
 juriste au sein d'organisations professionnelles syndicales et patronales  
 Juriste chargé de relations sociales  
 juriste hygiène et sécurité  
 consultant spécialisé en audit de charges sociales  
 responsable de la veille sociale (actualisation et création de supports)

**Codes des fiches ROME les plus proches :**

K1903 : Défense et conseil juridique

M1503 : Management des ressources humaines

M1502 : Développement des ressources humaines

M1402 : Conseil en organisation et management d'entreprise

**Modalités d'accès à cette certification**

**Descriptif des composantes de la certification :**

Les modalités du contrôle permettent de vérifier l'acquisition de l'ensemble des aptitudes, connaissances et compétences constitutives du diplôme. Celles-ci sont appréciées soit par un contrôle continu et régulier, soit par un examen terminal, soit par ces deux modes de contrôle combinés.

**Validité des composantes acquises : illimitée**

CONDITIONS D'INSCRIPTION À LA CERTIFICATION	OUINON	COMPOSITION DES JURYS
Après un parcours de formation sous statut d'élève ou d'étudiant	X	Leur composition comprend : - une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements. - des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements
En contrat d'apprentissage	X	Leur composition comprend : - une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements. - des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements
Après un parcours de formation continue	X	Leur composition comprend : - une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements. - des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements
En contrat de professionnalisation	X	Leur composition comprend : - une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation - des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements. - des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements
Par candidature individuelle	X	non

Par expérience dispositif VAE prévu en 2002	X	Article R335-8 modifié par décret n° 2017-1135 du 4 juillet 2017- art.3 Ce jury est composé à raison d'au moins un quart de représentants qualifiés des professions, pour moitié employeurs, pour moitié salariés, et de façon à concourir à une représentation équilibrée des hommes et des femmes.
---	---	---

	OUI	NON
Accessible en Nouvelle Calédonie		X
Accessible en Polynésie Française		X

#### LIENS AVEC D'AUTRES CERTIFICATIONS

#### ACCORDS EUROPÉENS OU INTERNATIONAUX

#### Base légale

##### Référence du décret général :

##### Référence arrêté création (ou date 1er arrêté enregistrement) :

Arrêté du 19 juillet 2017 accréditant l'université de Nantes en vue de la délivrance de diplômes nationaux

##### Référence du décret et/ou arrêté VAE :

- VAE : Code de l'éducation : articles L 613-3 et L 613-4

- **Arrêté du 22 janvier 2014** fixant le cadre national des formations conduisant à la délivrance des diplômes nationaux de licence, de licence professionnelle et de master

- Arrêté du 25 avril 2002 relatif au diplôme national de master, version consolidée au 29 octobre 2015

- Arrêté du 4 février 2014 fixant la nomenclature des mentions du diplôme national de master

- Arrêté du 26 février 2014 modifiant l'arrêté du 4 février 2014 fixant la nomenclature des mentions du diplôme national de master, version consolidée au 29 octobre 2015

##### Références autres :

#### Pour plus d'informations

##### Statistiques :

##### Autres sources d'information :

<http://www.univ-nantes.fr/formation>

##### Lieu(x) de certification :

Université de Nantes - 1 Quai de Tourville BP 13522 - 44035 Nantes Cedex 1

##### Lieu(x) de préparation à la certification déclarés par l'organisme certificateur :

Faculté de droit et des sciences politiques

##### Historique de la certification :

Remplacée par la fiche RNCP nationale n°31493